

# SOUVENIRS QUI REMONTENT À LA SURFACE

Daniel Louÿs

1989

Daniel Louÿs est né le 14 octobre 1922 à Valentigney et est mort le 24 avril 1998 à Savigny le Temple. Il a été pasteur, puis chercheur en théologie. Il a travaillé au Centre de Documentation en Sciences Humaines du CNRS au sein du laboratoire en sciences des religions. Il savait raconter les histoires, les siennes et celles des autres. À raconter son expérience de l'été 1940 de nombreuses fois lors de repas familiaux, ses fils l'ont prié d'écrire ses souvenirs de la guerre comme il l'avait vécue.

« Je n'écris pas ici mes souvenirs », commence Marc Bloch dans *L'étrange défaite*. Il se positionne alors en tant que témoin : « [...] nous avons d'autre soucis que de rechercher le chatouillement du pittoresque ou de l'humour ». C'est précisément l'humour que Daniel Louÿs convoque dans son récit. Il écrit ses souvenirs, cinquante ans après les faits. Il n'écrit pas avec le souci de la vérité qu'avait Marc Bloch, mais il raconte cependant avec honnêteté et précision ses souvenirs de l'été 1940. Son récit est pensé pour être transmis, il est conçu comme le témoignage d'un jeune Français, un demi-siècle après les faits.

### **La nuit du 9 au 10 mai 1940**

Cette nuit-là s'annonçait semblable à toutes les nuits de la drôle de guerre. Après le choc de l'ouverture officielle des hostilités, la mobilisation générale s'était traduite en une mortelle attente et surtout en un mortel ennui, terriblement démobilisateur : à la radio, la guerre ne donnait lieu qu'à de dérisoires chansons sur le bromure infligé aux pauvres soldats privés de leurs femmes légitimes ou non. Au fond, pour tous ceux de « l'arrière » (dans la mesure où il y avait un « avant »), rien n'avait changé, et surtout pas pour les potaches qui, ayant surmonté l'obstacle du premier bac six semaines avant septembre 1939, étaient entrés en mathélem ou en philo. Quant à moi, j'avais rejoint le collège Ouvier, à Montbéliard : un changement radical et excitant, du fait que jusqu'alors j'avais été interne dans un établissement privé protestant dans un petit village proche de la frontière suisse, établissement dont le corps enseignant était certes méritoire (il était peu payé), mais d'un niveau, disons, incertain.

Un changement radical, - entrer dans un établissement public renommé, - et excitant : la classe de philo (comme celle de mathélem) était mixte ! Non pas que cette mixité ait été due à une politique pédagogique et culturelle proclamée, mais tout bêtement à des raisons d'effectifs et de budget : le collège de filles et le collège de garçons avaient été obligés de conjuguer leurs forces, au grand dam de la morale de l'époque, pour qu'à Montbéliard, ancienne capitale d'un comté puis d'une principauté, et surtout ville jouxtant les Usines des automobiles Peugeot aux cadres chargés de famille, la classe ouvrant l'accès aux Universités soit ouverte. Entre une drôle de guerre qui n'affectait en rien la vie quotidienne, du moins celle des jeunes, et la vie dans une classe où filles et garçons étaient en nombre égal, il est évident que cette expérience de mixité avait la priorité ; c'était cela la nouveauté, non une guerre demeurée abstraite. A part quelques exceptions, dont la mienne, la classe était peuplée des fils et des filles de la bourgeoisie montbéliardaise – enfants de commerçants, de cadres industriels, de pharmaciens, médecins, avocats, etc. Mais les adolescents ne sont pas encore socialement ossifiés : avant l'appartenance sociale jouait à plein l'appartenance à la classe d'âge. La majorité des élèves de philo habitait Montbéliard. Moi je devais faire chaque matin 10 km à vélo. Seules deux filles habitaient à 20 km de la ville : mais, chose incroyable à l'époque, elles ne venaient pas à vélo, ce qui aurait été possible, quoique sportif, elles venaient en auto ! Dans une 302 Peugeot dernier modèle (l'équivalent, en 1940, d'un Mystère 20 d'aujourd'hui).<sup>1</sup> J'évoque ici les sœurs Golaz : l'aîné, Jacqueline, qui plus tard épousera classiquement un riche notaire ; la cadette, Arlette, déjà fiancée à un ingénieur des Eaux et Forêts, pour lors « aux armées ». Autre signe des temps futurs, notre professeur de philo, professeur principal, était une jeune femme enthousiaste, catholique, qui croyait manifestement à l'importance de son enseignement.

Dans ce contexte, - pendant la drôle de guerre ! – j'ai fait des expériences précieuses, riches : celle de la compétition scolaire entre filles et garçons, très rude, et celle de l'apprentissage de la pensée. Notre professeur nous a entre autres fait connaître Descartes : tout ce que je conserve de Descartes, je le lui dois. Elle m'a demandé un cours

---

1. J'exagère un peu !

sur la Gestalttheorie, base conceptuelle de la « méthode globale » pour l'apprentissage de la lecture : ce travail m'a certainement ouvert l'esprit dans de multiples domaines, y compris le domaine économique. Oui de cette classe de philo commencée dans la drôle de guerre et poursuivie quelque temps après le 10 mai, je conserve un souvenir reconnaissant.

La nuit du 9 au 10 mai 1940 s'annonçait semblable à toutes les nuits de la drôle de guerre : avec pourtant comme une douleur lancinante, je veux dire une inquiétude lancinante, dans l'arrière-cours de notre conscience. Déjà, un mois avant le 10 mai, la drôle de guerre avait paru devoir s'achever sur l'ouverture de la vraie guerre : quand Anglais et Français étaient partis à Narvik « couper la route du fer ». Mais en France, la drôle de guerre s'était impavidelement poursuivie. Tout le monde était certes conscient du caractère provisoire de la drôle de guerre (une guerre ne se fait pas sans qu'on la fasse !). Surtout quand s'épouissait le beau mois de mai, si favorable aux campagnes militaires : les manuels d'histoire étaient là pour nous le rappeler. Mais l'inéluctable, parce qu'inacceptable, était chaque soir refoulé de notre conscience claire. Et que chaque matin pacifique rendait nos subconscientes craintes chimériques.

Dans la soirée du 9 mai, je me trouvais dans ma petite chambre au premier étage de la maison paternelle. Avant de me coucher, j'ai du travailler mes cours pour le lendemain : une dissertation de philo ? des croquis de cellules végétales ? ou un chapitre d'histoire dans le Malet-Isaac ? Je n'en ai aucun souvenir. De toute façon, il a bien fallu que je me mette au lit à un moment ou à un autre. Mais ce n'est pas mon réveil qui m'a fait sauter du lit ; bien avant l'heure habituelle, alors que l'aube blanchissait, un bruit jamais encore entendu mais immédiatement identifié me projeta à la fenêtre, vite ouverte. Et je vis. Je vis ce bruit, ou plus exactement ce qui le produisait : venant de l'Est, de l'Allemagne, vague après vague, comme des insectes fonçant de conserve, passaient les escadrilles de la Luftwaffe. C'était d'une clarté aveuglante : la drôle de guerre était terminée, la vraie guerre nous tombait dessus à son heure, tranquille, les avions de Göring traversant notre ciel comme s'ils étaient chez eux, car je ne percevais ni défense aérienne, même symbolique, et ne voyais nul chasseur français, même suicidaire. Je n'étais évidemment pas le seul à avoir été ainsi réveillé par ce surgissement de la guerre, la vraie, l'ancestrale guerre, dans notre ciel matutinal, le ciel du 10 mai. Toutes les fenêtres s'étaient ouvertes, on entendait une immense clameur. Tout le voisinage, tout le village, toute la région avait compris. Pour la forme, on alluma les radios, qui confirmèrent : les parachutistes allemands et les panzerdivisionen déferlaient sur la Hollande et a Belgique, contournant, simple bon sens, la ligne Maginot.

Certes, tant que l'irréparable ne fut pas accompli, tout le monde, et donc moi et les camarades de classe, espéra une issue heureuse. Mais dans l'inconscient collectif, - dans mon inconscient et presque dans mon conscient, - une certitude était levée : nous ne faisons pas le poids, nous devons logiquement perdre. Et surgissaient les questions, les accusations : pourquoi avoir perdu tant de temps en acceptant la simple idée de la drôle de guerre ? Pourquoi avoir laissé se bromusirer l'armée française ? Pourquoi subissions-nous les événements au lieu de les créer ? Enfin, pourquoi nos chefs n'étaient pas des chefs ? Jusqu'au début de la campagne de France, les cours

continuèrent au collège, dans un climat dramatique : on nous fit faire des exercices dans un abri construit au milieu de la cour de récréation (où bientôt devaient camper des tankistes allemands), on nous distribua un masque à gaz que nous expérimentâmes une seule fois dans ma salle voûtée du château de notre comtesse Henriette, contemporaine de Jeanne d'Arc. A la maison, mon atlas n'était pas ouvert sur la carte indiquée par le programme de philo, - l'URSS, - mais sur celle de la France au nord de la Somme, puis, hélas, de la Seine. Je me souviens du coup au cœur qui me poignit quand j'entendis à la radio que les Allemands étaient à Forges-les-eaux, ville que je ne connaissais pas mais dont je voyais bien la position sur la carte d'une France violée.

Fin mai ou début juin, professeurs et élèves se dispersèrent. La plupart ne devaient se retrouver qu'au mois d'août, pour les épreuves du deuxième bac, organisées par Vichy, que le diable l'emporte ! J'ai tenté d'exprimer comment j'ai vécu la nuit du 9 au 10 mai 1940. Avec des mots et des phrases, nécessairement. Avec donc le risque de faire de la littérature. Mais comment faire autrement ? Comment traduire le choc apocalyptique provoqué chez un collégien par le ronronnement de milliers de moteurs et la vision d'innombrables oiseux de mort ?

49 ans après, 1er juin 1989

#### **Saint-Léger-sur-Dheune. 17 juin 1940**

Fin mai ou début juin, mon père envoya ma mère, mes trois sœurs et mon petit frère dans le Gard, chez des amis protestants : là même où nous nous étions réfugiés en 1938, peu avant Munich, en cette avant-première de mai-juin 1940. Premier « exode » dont je garde un excellent souvenir : c'était la première fois que j'allais « dans le Midi ». Nationale 86, vallée du Rhône, rive droite à Tournon, nous fîmes halte sur le quai du fleuve. J'allais acheter du raisin, - et on ne me comprenait pas, parce que je disais « raisin » et non pas « raising » ! Un autre monde ! Et je guignais, mine de rien, les petites méridionales, tellement et innocemment plus démonstratives que les filles du « Nord ».

Parvenus dans le Gard, chez nos amis, à Saint-Victor-de-Malcap près de Saint-ambroix, un autre dépaysement : venus de la France industrialisée et « développée », nous nous retrouvions dans le tiers monde. Un hameau où tout le monde allait pieds nus, où les poules avaient libre entrée dans ma salle commune, picorant sous la table, pas de « lieux hygiéniques », bref, une vieille France rurale colorée de méridional. On m'aurait dit que les carrosses et autres carrioles de la compagnie Molière passaient sur la route proche que je l'aurais cru, - ou presque cru. Nous champions donc dans ces conditions sauvages à nos yeux, heureux toutefois de respirer l'air du « Midi », et de nous sentir si loin de la guerre possible. Nos braves amis huguenots n'avaient, en fait de guerre vécue chez eux, que le souvenir des Camisards, ces héros qui avaient tenu en échec les troupes de Louis XIV. Tandis que nous ! Mon grand-père, enfant, avait entendu ses parents parler de l'invasion de 1814, et avait vécu l'invasion des Prussiens en 1870. Et en 1914-1918, il avait sué d'angoisse pour son fils unique, soldat des tranchées puis pilote de bombardier. Le premier tué de la Grande Guerre n'avait-il pas

été l'un de chez nous, le caporal Peugeot, à la frontière alsacienne du Reich ? Certes, nous étions Géographiquement mal placés : en plein dans la « Trouée de Belfort » (« trouée », tout un programme !), marche frontière, terre d'invasions depuis la ruée des Barbares dans l'Empire romain. Les accords honteux de Munich nous avaient ramenés chez nous. Et voici qu'à peine un an après, le gros de la famille se retrouvait à Saint-Victor-de-Malcap. Ne restaient à la maison que mon père, mon frère aîné et moi. Mon père et mon frère parce qu'employés chez Peugeot. Moi, parce qu'élève du collège de Montbéliard. Mais la campagne de France allait son cours, rapide comme on le sait. Et vint le jour où Peugeot décida d'évacuer son personnel vers ses usines de Bordeaux et de Saint-Etienne. Mon père et mon frère furent gratifiés à cet effet d'une 201 de service : il y avait largement de la place pour moi. Nous partîmes donc le matin du 16 juin 1940 pour rejoindre si possible Saint-Etienne, ou Bordeaux.

Nous n'étions pas les seuls à courir les routes de France : c'était l'Exode. Jusque vers Besançon, ça roulait à peu près. Mais au-delà de notre chef-lieu départemental, les bouchons commencèrent. D'abord des bouchons somme toute normaux, comparés à ceux que nous connaissons sur les autoroutes lors des grands départs ou des grands retours. Puis ils s'allongèrent, et durèrent. Et heureux fûmes-nous de n'être ni bombardés ni mitraillés par les avions allemands ou italiens (Mussolini venait, le charognard, de déclarer la guerre à la France aux abois), peut-être parce que nous roulions Est-Ouest et non pas Nord-Sud ? Allez savoir. Vers le soir, nous étions parvenus tout de même à quelques kilomètres d'Autun. Il faisait moins chaud, on respirait les odeurs des champs fraîchement tondus. Car j'ai oublié de le dire : juin 1940 fut un merveilleux mois de juin, ensoleillé, avec ici et là un orage rapidement envolé. Oui, magnifique juin 1940 ! que la France était belle, variée, aimable ! Humaine. Une France sans autoroutes, mais aux si belles et bien goudronnées et balisées routes ! Qu'hélas les panzer labouraient ou laboureraient. Car, chose révoltante, ce beau mois de juin était l'allié objectif des Méchants. Parvenus enfin nous étions à quelques kilomètres d'Autun : les Méchants y étaient déjà, alors que nous les supposions encore à deux cent kilomètres au Nord. Preuve de leur présence : les obus des panzer sur la route, devant nous. Route donc bloquée, immobilisation forcée des kilomètres de véhicules disparates, parmi lesquels, égarés chez les civils, deux canons de 155 longs. Dispersion, disparition dans la nature de tous les occupants. En un clin d'œil : incroyable. Nous sommes bordés de pâturages, délimités par des murs de pierre sèche. Mon père nous tient à peu près ce langage : « les carottes sont cuites ; à l'aube les Allemands seront là ; impossible de fuir en rebrous-sant chemin, - une colonne allemande nous barrera la route et surtout, le réservoir de la 201 est pratiquement vide ; passons la nuit ici, adossés à ce mur de pierre sèche, à cause des balles perdues ; demain matin, nous aviserons ». Et ainsi fîmes-nous, allongés dans l'herbe odorante d'un pâturage de mois de juin, la tête épousant, comme oreiller, le mur de pierre sèche. Sous un magnifique ciel étoilé, un ciel de juin en France, - cher ciel, chère France. Je n'ose prétendre que nous eûmes un sommeil profond : mais nous dormîmes.

La gravitation universelle a ses lois : après la nuit vint le matin, et nous nous réveillâmes. Nous observâmes les environs : calme plat, plus d'obus, plus d'humains. Mais où avaient donc disparu tous les occupants des véhicules, - y compris les deux

canons de 155 longs, - immobilisés sur des kilomètres ? Nous étions seuls au monde, en ce petit matin du 17 juin 1940, respirant à pleins poumons l'air frais et odorant des pâturages du Morvan, avec comme unique bruitage le gazouillement des oiseaux qui, les chères petites créatures, ne pouvaient pas savoir que parmi les humains il y avait guerre. Or la guerre semblait s'être évanouie : les Allemands n'étaient pas au rendez-vous. L'espoir donc nous revint de leur échapper. Parmi les véhicules abandonnés, nous avisâmes une camionnette au toit recouvert de deux matelas, et sur ces matelas, convoitise, trois vélos ficelés, - deux vélos d'homme, un vélo de dame. Aussi sec, mon frère et moi grimpâmes sur ce butin de guerre, coupâmes les cordes et descendîmes les vélos. Une seule ombre au tableau : ces précieux véhicules étaient tous à roue libre, or mon père, ayant perdu une jambe en 1914, avait besoin d'une roue fixe, pour pouvoir pédaler d'une seule jambe. Il nous fallut donc pousser notre père sur le petit vicinal qui, en serpentant, conduisait vers une colline : dans les côtes, ils nous fallait cheminer à pied, poussant nos bicyclettes. Enfin, vers midi, nous parvînmes au sommet de la colline, d'où nous dévalâmes en roue libre, vers la vallée où passait le Canal du Centre.

C'est ainsi que nous arrivâmes à Saint-Léger-sur-Dheune, - dans un monde surréaliste. Un village animé, un village du temps de paix, qui se croyait encore à cinq cent kilomètres des Allemands. Nous avions faim : un restaurant était ouvert, à deux cent mètres du pont-levis du canal, ses tables débordant sur le trottoir. Nous commandâmes, incrédules, trois steak-frites, trop affamés pour essayer e faire comprendre aux gens du lieu que nous avions les allemands au cul, donc eux aussi. Au reste, nous vivions comme dans un rêve. À voir ce village de paix, nous commençons à nous poser la question : les obus sur la route, n'était-ce pas le fruit de notre imagination ? On nous servit nos steak-frites : jamais je n'en mangeai de pareils ! Puis nous commandâmes trois cafés : nous les dégustâmes. Ou plutôt, nous étions en train de les déguster quand des coups de feu éclatèrent. Et nous vîmes. Je vis. Battant en retraite vers le pont-levis du canal, une vingtaine de soldats Français tiraient au fusil mitrailleur. Non pas vers le ciel, contre quelque avion nazi, mais à l'horizontal, vers l'entrée du village. Tout le monde rentra dans les immeubles. Quant à nous, abandonnant nos tasses de bon café, nous montâmes les escaliers qui se présentaient et nous entrâmes dans une chambre aux fenêtres ouvertes sur la rue. D'une fenêtre approchée prudemment, je vis enfin ces vert-de-gris jusqu'alors quelque peu mythiques courant, courbés, tout en tirant le long des deux côtés de la rue, rasant les murs : nos soldats avaient disparu de l'autre côté du pont-levis du canal, d'où ils tiraient sur l'ennemi. Petite poignée de soldats, sans plus de liaison avec quelque autorité que ce soit, tout juste commandée par un sergent, et qui résistait. Pendant trois heures, ces quelques soldats arrêtaient l'avance triomphale de tout une division blindée, qu'après nous vîmes défiler interminablement. Débauche de munitions côté vert-de-gris : fusils mitrailleurs, mitrailleuses, et même deux canons de 37 installés juste sous nos fenêtres, tirant sans interruption. Un moment, un orage mêla au bruit des détonations le bruit naturel, et donc quelque peu humain du tonnerre. Nous entendions également le bruit des moteurs et des chenilles de blindés légers cherchant à tourner les nôtres, vainement, le canal, si peu large qu'il était, se révélait infranchissable.

Le combat cessa, non faute de combattants mais faute de munitions : nos soldats,

ayant épuisé les leurs, se rendirent. Ô cette vision affreuse de nos soldats kakis s'avancant sur le pont, désarmés, les bras en l'air ! Pendant que les vert-de-gris poussaient des cris de triomphe. Après quelques minutes d'attente, les gens sortirent dans la rue. Nous aussi. Mon père avisa un officier, qui s'avéra parlant Français. Il lui posa je ne sais quelle question (peut-être « pouvons nous rentrer chez nous ? »). L'officier répondit, tout joyeux et tout orgueilleux : « La guerre est finie, le Maréchal Pétain vient de demander l'armistice ! » Ainsi fut-ce de la bouche d'un officier de panzer que Pétain entra dans nos vies et y provoqua bien des dégâts, tout au long de la guerre.

Nous récupérâmes « nos » vélos, qui nous attendaient sagement devant le restaurant et qui n'avaient reçus nul impact pendant le déluge de feu dont les douilles de balles et d'obus de 37 amoncelées de part d'autre de la rue, attestaient l'ampleur, de même que quelques cadavres de vert-de-gris dans des flaques de sang. Un détail, qui m'a frappé : à peine le « clash » terminé, j'ai vu des motocyclistes allemands déboulonner les postes à essence du village pour remplir leurs réservoirs asséchés, on leur avait dit sans doute de foncer à tout prix, et de se ravitailler sur l'ennemi. Plût au ciel que nos propres forces motorisées eussent reçu des ordres de ce genre !

Or donc nous nous retrouvions dans la rue principale de Saint-Léger-sur-Dheune, conduisant « par la bride » nos montures mécaniques, en direction du Nord, d'où nous étions venus, mais où il nous fallait bien aller, pour ainsi dire à rebrousse-poil. Mais le soir arrivait. À l'une des dernières maisons du village, nous vîmes une femme qui nous parut compatissante : nous lui demandâmes si elle ne pourrait pas nous héberger pour la nuit, en quelque coin ou recoin, nous n'étions pas difficiles. Elle nous offrit généreusement une cabane, au fond de son jardin, où il y avait du foin, luxe suprême. Je dois ajouter qu'elle nous invita à partager le repas familial. Après ce repas, nous gagnâmes la cabane et nous nous jetâmes sur le foin où, enfin, nous perdîmes toute conscience.

Le lendemain fut moins brillant : notre héroïque chevauchée à vélo avait blessé le moignon de notre père amputé. Il ne pouvait pas repartir dans l'immédiat. Mon frère aîné, impatient de retrouver notre village natal et la famille qui n'en était pas partie, - dont mon cher grand-père maternel et la sœur aînée de ma mère -, mon frère aîné donc décidé de partir seul en avant-garde, pour rassurer la famille sur notre sort. Je me retrouvai donc seul avec mon père dans la cabane de cette maison de Saint-Léger-sur-Dheune qui nous avait accueillie et qui, je dois le dire, durant trois jours nous fit partager ses repas, gratis pro Deo. Au bout de trois jours en effet, mon père m'assura que ses blessures étaient cicatrisées et que nous pouvions en conséquence reprendre la route vers « chez nous ». ce que nous fîmes assez miraculeusement en trois étapes. Si j'évoque un miracle, c'est que, vous ne l'avez pas oublié, je devais pousser mon père qui ne pouvait pas pédaler, son vélo étant à roue libre. Sur le plat, pas de problème : j'étais jeune et entraîné. Mais notre chère France, au paysage si varié, ce qui fait son charme, ne connaît pas de routes plates sur de nombreux kilomètres : il s'y trouve autant de montées que de descentes, ce qui n'est pas très sensible en auto, mais très pénible en vélo.



De ce lent retour à la maison, je ne garde presque nul souvenir ; quand vous êtes tout concentrés dans un continu effort physique, vous ne voyez pas grand-chose, sinon la montée prochaine et le bref répit de la descente subséquente. Pourtant, quelques instantanées : les soldats kakis remontant la route vers les stalags, les panzer fonçant dans l'autre sens. Un souvenir plus précis, parce que localisé : en traversant Besançon nous vîmes quelques blindés français détruits, rejetés en bord de route, quelques nids de mitrailleuse éventrés. Je me souviens par contre de notre dernière halte : nous longions le Doubs, notre rivière natale, nous n'étions plus très loin de chez nous, mais le soir venait et nous étions crevés. Près d'une large courbe du Doubs, nous avisâmes une sorte de grange perdue loin de toute habitation. Nous nous arrêtâmes : oui, un bâtiment isolé, mais plein de foin odorant. Nous n'avions plus rien à manger, mais tellement fatigués que nous dormîmes royalement dans le foin, seuls au monde. Au matin, l'estomac creux, mais sentant l'écurie, nous avalâmes les derniers kilomètres : dans l'après-midi, de étions de nouveau « à la maison », accueillis par mon frère aîné. Mais certes, le reste de la famille, ma mère, mes trois sœurs et mon petit frère, était toujours dans ce qui était devenu la « zone libre ».

#### **Paris. 14 octobre 1940**

Peu de jours après notre retour, mon père prit le train pour le midi rechercher ma mère, mes sœurs et mon frère, nanti d'un ausweis provisoire. Mais à peine la ligne de démarcation passée, que les Allemands la bloquèrent : plus possible de rentrer au pays. Nous apprîmes plus tard que la famille s'était installée à Saint-Etienne, où mon père pouvait travailler à la filiale Peugeot. Mon frère et moi étions donc devenus les seuls occupants, et les seuls gardiens, de la maison familiale, et je dois dire à ma honte que cette période d'autonomie me plut beaucoup, même si la France entière était au même moment la proie de maux infinis : la jeunesse est souvent égoïste, n'est-ce pas ? Au début, nous n'avions aucune obligation particulière : mon frère était en chômage technique, l'Usine n'ayant pas repris ses activités, et quant à moi, le collège de Montbéliard était occupé par les Allemands. Pas même le souci des repas : notre tante Alice y pourvoyait, ou notre grand-père maternel. Je ne sais comment mon frère passait son temps. Moi, je lisais et relisais mes classiques. Sous ce terme j'entends certes nos « classiques », accessibles directement dans ma (petite !) bibliothèque personnelle ou à travers les anthologies scolaires. Je me perfectionnais aussi en anglais, grâce au numéro du « Reader's Digest » que me livrait ma tante « Baby », sœur de mon père, qui avait en ses jeunes années joué le rôle de « fille au pair » à New York.

Et les Occupants ? Notre village étant situé dans une boucle presque parfaite du Doubs n'était pas l'itinéraire obligé des troupes ennemies. Toutefois, un jour, une unité de la Wehrmacht fit étape chez nous. J'entendis frapper à la « porte de derrière » de la maison. Avant d'ouvrir, je regardai par une petite fenêtre dominant la porte et je vis un soldat vert-de-gris, isolé, tout seul, parvenu je ne sais comment au bout de l'impasse où nous vivions. C'était lui, le vainqueur naïf, qui frappait. Je descendis, j'ouvris la porte, et dans mon meilleur... anglais, je lui demandai ce qu'il voulait. Il me répondit en allemand, ne connaissant pas d'autre langue. Je compris l'essentiel : en vertu du droit des vainqueurs il prétendait être hébergé et nourri chez l'habitant vaincu, chez

nous en l'occurrence. Que lui répondis-je en petit nègre franco-anglo-allemand ? Je ne sais plus. Sans doute quelque chose comme « la Hausfrau et la Famille sont dans le Sud, nous pauvres orphelins, etc. », sur quoi je lui fermai la porte au nez, faisant des vœux pour qu'il foute le camp, ce qu'il fit.

Mais bientôt, une nouvelle aventure se profila ! La librairie du village, ses propriétaires réfugiés en « zone libre », était susceptible d'être pillée par l'ennemi, voire inspectée par la Gestapo qui commençait à l'époque sa chasse aux livres « judéo-maçonniques ». Or nous étions depuis plusieurs années familiers des Mouhot, - lui cadre chez Peugeot, elle libraire et animatrice culturelle. Mon frère et moi décidâmes superbement d'assurer l'intérim. Nous récupérâmes les clés chez la propriétaire de l'immeuble, et un beau jour nous ouvrimus la librairie, nous partageant les heures : mon frère le matin, moi l'après-midi, et ainsi de suite. D'un point de vue strictement économique, je ne crois pas que notre patriotique gestion fut un succès : n'ayant aucune connaissance des prix, nous vendions livres, cahiers, crayons et gommes à l'estime, ou à la tête du client, allemand en général. Avec les Allemands, je discutais en anglais, forcément, lorsqu'ils ne parlaient pas français. Inutile de dire que nous avions mis à l'abri, chez nous, tous les livres interdits par les Nazis, dont nous avions la liste officielle bien en vue à l'entrée de la librairie. Tout ce qui restait était d'une pureté parfaite aux yeux des idéologues nazis : le drôle, c'est qu'ils ne s'en étonnèrent pas. Du moins en 1940.

Je conserve un excellent souvenir de cet épisode de librairie, je le confesse à ma honte. Mais, être plongé dans un univers de livres, humer les odeurs différentes des éditions Gallimard, Fayard, Plon et autres, c'était une véritable ivresse. Et, somme toute, la librairie n'était pas une épicerie ou une boucherie : nous n'étions pas submergés par les clients et avions largement le temps de lire.

Je fus arraché à ces délices par la convocation aux épreuves du bac philo, devant se dérouler à Montbéliard (et non au chef-lieu académique, Besançon, guerre oblige) je ne sais plus quel jour du mois d'août : Vichy et son administration devenaient réalité. Les épreuves du bac eurent lieu dans quelques salles de notre cher vieux collège, généreusement libérées par les tankistes allemands toutefois largement présents sur les aires d'enseignement. Brève reprise de contact entre condisciples, - un tiers environ n'était pas au rendez-vous, - choix entre les sujets proposés, dont je n'ai rigoureusement plus aucun souvenir, et finalement mention « Très Bien ». La belle affaire !

Ce bac passé, j'ai repris mes fonctions usurpées de libraire, jusqu'au début d'octobre, où un passé qui me semblait dépassé, du fait des « événements », me rattrapa. Je me souviens. J'étais à la librairie, attendant un client éventuel. La sonnette déclenchée par la porte de la Librairie Mouhot retentit. Un client ! Je me précipitai, je devisageai, j'enregistrai et je paniquai : il ne s'agissait pas d'un client, mais bel et bien du Destin sous les aspects d'un vieux monsieur au chapeau de feutre gris que je reconnus immédiatement.

C'était Monsieur le Pasteur Louis Ahnne<sup>2</sup>, Inspecteur ecclésiastique (évêque en

---

2. Par sa femme, il était apparenté à la Famille Peugeot, aux « patrons ». En dehors de son ministère

terminologie catholique). Un homme sûr de son autorité, et donc n'ouvrant la bouche que pour l'essentiel et incapable de concevoir une quelconque réponse contradictoire. Il me dit, après les formules de salutations habituelles, substantiellement ceci : « Le 14 octobre, la faculté libre de théologie protestante, 83 boulevard Arago, Paris, 14ème, rouvre ses portes. Tu dois préparer ton trousseau (liste jointe) et prendre le train Belfort-Paris le 13, je te ferai parvenir l'ausweis nécessaire ». Je balbutiais quelques objections : « mes parents sont en zone libre (il le savait bien !), je n'ai pas l'argent du voyage, est-ce si urgent, etc. » Objections balayées d'un coup de chapeau, « ta tante Alice s'occupera de tout ».

Piégé, j'étais piégé, prisonnier d'un piège qui pourtant avait été mis en place une dizaine d'années auparavant. Quand, élève de CM2, un jour mes parents me posèrent cette question, tandis que je modelais un chat avec un morceau de pâte à tarte que m'avait cédé ma mère : « tu ne voudrais pas devenir pasteur plus tard ? Dis, tu veux bien être pasteur ? ». Du moins tel fut le contenu de leur propos. Que voulez-vous qu'un élève de CM2 réponde, surtout en pleine création artistique – mon chat en pâte à tarte commençait réellement à prendre forme -, à des parents dont il était aimé et qu'il aimait ? Bien sûr, je répondis « oui, je veux bien ».

Suis-je fidèle à la sacro-sainte « vérité historique » ? Le CM2 ? N'était-ce pas plutôt la classe du Certificat d'études primaires ? Et le chat en pâte à tarte, vraiment vrai ? Je rends compte de mes propres et subjectifs souvenirs, certes, mais ils sont authentifiés par les faits : à la rentrée qui suivit le « Certif », où je fus le premier de tout le canton, je fus expédié comme interne dans un collège protestant situé à une vingtaine de kilomètres de « chez nous », tout au bout d'une route secondaire peu fréquentée, un véritable exil en Sibérie, pour l'enfant que j'étais encore. Passer du primaire au secondaire provoque toujours un choc : l'institutrice unique, à la fois craint et aimé, les camarades de classe tous de votre village, la proximité du foyer familial. Mais en plus se voir exilé, enfermé dans un lieu clos, avec des enfants venus d'ailleurs, dormis dans un dortoir, manger dans un réfectoire, et pas les plats de maman ! Ce n'est qu'en classe de première que j'ai pu vraiment m'y faire parce qu'on nous laissait plus libres et que, par le biais du scoutisme nous pouvions avoir de brèves et somme toute pudiques rencontres avec des cheftaines de louveteaux. Et aussi parce que, dans le cadre des activités d'une patrouille « d'ânés » (portant une chemise grise), nous traversions fréquemment la frontière franco-suisse, plus exactement la frontière entre la France et le canton de Berne, concrétisée par une borne où l'Ours de Berne était sculpté et marquée la date des traités de Vienne (1815), avec pour but un village suisse francophone où l'un de nos camarades, un peu Suisse lui-même, prétendait avoir une « maîtresse ». Il nous ventait la liberté de mœurs de ce village, ce qui nous faisait rêver et fantasmer, mettez-vous à notre place.

Mais horribles, étouffantes, déprimantes, les années passées auparavant. J'avais

---

pastoral il avait dès avant la guerre de 14-18 joué un rôle politique, en tant qu'éditorialiste du journal conservateur du Pays de Montbéliard. Un notable, aux mœurs irréprochables mais quelque peu étouffantes pour ses filles, qui furent déjà des « femmes libérées ». Un pauvre homme souffrant : un fils qui se noya dans le Doubs, l'autre qui se suicida à l'annonce de l'armistice de juin 1940.

---

Mise en page réalisée par Elsa Louÿs dans le cadre de l'UE de programmation éditoriale de l'Enssib, 2013 - 2014, sous la direction de M. Éric. Guichard

droit, un droit toujours menacé par la perspective d'une « colle », de rentrer à la maison le mercredi après-midi et le dimanche. J'étais à la fois psychologiquement loin de chez moi, et trop près géographiquement : mes camarades de pensionnat étaient en majorité des Alsaciens qui savaient ne pouvoir rentrer dans leur famille qu'aux vacances scolaires. Fut-ce au cours de la première année ou pendant la seconde ? Un jour je m'enfuis, fit à pied mes vingt kilomètres et parvint le soir en vue de la maison parentale. N'étant pas sûr de l'accueil qui me serait réservé, je m'assis sur une pierre devant la « porte de derrière », fermée, et attendis. Au bout d'un temps qui me parut très long, la porte s'ouvrit sur ma mère qui se rendait au jardin potager. Elle me vit, bien sûr, et je n'ose pas affirmer que son exclamatif « c'est toi ! » fut chaleureux : plutôt chargé de contrariété. Elle ne me mit pas à la porte. Je me retrouvai avec mon frère et mes deux petites sœurs (je crois que la troisième n'était pas encore née), tous trois contents de me revoir, eux qui avaient le privilège de vivre tous les jours à la maison, et que j'enviais sans en avoir conscience. Sur ces entrefaites, mon père rentra du bureau, fut mis au courant, repartit dare-dare à la poste téléphoner au directeur de mon école qui commençait à s'affoler, et avertit le pasteur Louis Ahnne. Je restai quelques jours chez nous puis rejoignit ma prison. Cette expérience m'instruisit : plutôt que de fuguer bêtement, se faire rapatrier pour une maladie était une bien meilleure solution. C'est ainsi que j'eus périodiquement des « crises de foie », pas vraiment fallacieuses : je somatissais tout simplement, ce qui est le droit imprescriptible de toute personne humaine. Est-il nécessaire de dire, d'avouer, que plus jamais par la suite mon foie ne fut « en crise » ?

Je répondis donc « oui, je veux bien », tout en contemplant le chat qui surgissait de la pâte à tarte, sous la pression intelligente de mes doigts d'enfant (plus tard, adolescent, élève de philo, mes doigts intelligents firent sortir non plus un chat, mais une magnifique femme nue, et pas d'un morceau de pâte à tarte, mais d'une excellente argile rouge que je fis cuire dans le foyer de la cuisinière de ma mère, sans lui demander son avis). Ce n'est que bien tardivement que je compris ma situation, issue de mon enfantin, « oui, je veux bien » : mes parents m'avaient « offert au Seigneur » (et j'avais dit oui !), c'est-à-dire concrètement remis à l'Eglise, à charge pour celle-ci de payer mes études secondaires d'abord, théologiques ensuite. Un contrat purement moral certes, du moins j'aime à le croire, mais d'autant plus contraignant puisque me rebeller contre les termes du contrat aurait été (et fut plus tard) incriminer mes parents. En terme canonique classique, j'étais un oblat. Bien que fils de parents luthériens.

Mais la guerre était survenue, puis la honteuse débâcle de juin 1940. L'ordre habituel des choses avait explosé, des millions de Français réfugiés, dont ma famille, étaient bloqués par la ligne de démarcation, ce qui ne favorisait guère la reprise de la production en zone occupée. Bref, j'avais quelques raisonnables raisons de croire que pour moi aussi l'histoire s'était brisée et que mon destin était remis en cause, ce destin qui avait été remis en orbite lors de l'épisode du chat en pâte à tarte. Pourtant, la rapide organisation du bac en août 1940 par Vichy aurait dû me mettre la puce à l'oreille. Mais quand votre inconscient (et pourquoi dis-je « inconscient », alors que ce fut bel et bien mon conscient ?) se hérissa contre un destin programmé bien avant la Catastrophe, la « puce » ne vient pas à « l'oreille ». C'est pourquoi, plongé que j'étais dans l'espace hors histoire de la librairie, je reçus comme un choc frontal la visite du Destin au chapeau

de feutre gris.

Le Destin et son couperet : « ta tante Alice s'occupera de tout ». Ma tante Alice, dûment chapitrée s'occupa effectivement « de tout » elle raccommoda, lava, repassa mon linge, remplit rationnellement ma petite malle, remplaçant ma mère, sa sœur cadette, empêchée pour cause de Débâcle nationale. Curieusement, à ce point de mes souvenirs, je ne « vois » pas mon grand-père (le père de la tante Alice et donc de ma mère), qui pourtant joua un si grand rôle dans mon enfance et qui plus tard ne me fit jamais aucun reproche, qui, mystérieusement mourut peu après la mort, à Madagascar, de mon deuxième enfant, Corinne, et ni ma mère, ni la tante Alice, avertit par télégramme, n'osèrent lui dire « Corinne est morte ». Car il attendait avec impatience notre retour, il repoussait farouchement la mort dans cet espoir, - revoir cette arrière petite fille qu'il avait tenue, bébé, dans ses bras et bien sûr aussi nous tous, avec son arrière petite fils né sous le tropique du Capricorne. Pourquoi mes souvenirs ne l'associent-ils pas à mon départ pour Paris en octobre 1940 ? Je risque une explication : c'était ma tante Alice qui devait « s'occuper de tout », ma tante Alice, sa fille aînée qu'il craignait, lui qui ne craignait personne, - alors il a dû rester dans les coulisses.

C'est ainsi que je pris le train Belfort-Paris dans la nuit du 13 au 14 octobre 1940, ne sachant quand je pourrais revenir, car les Occupants avaient déjà créé une zone interdite, couvrant leurs nouvelles frontières d'Alsace-Lorraine, zone qui allait jusqu'à Langres, patrie de Diderot.

Le 15 juin 1989

### **Saint-Etienne. Noël 1940**

Je débarquai Gare de l'Est le 14 octobre 1940, jour anniversaire de mes dix-huit ans, et sachant bien qu'aucun gâteau fiché de dix-huit bougies ne m'attendait. Une Gare de l'Est aux verrières peintes en bleu par les Français au début de la guerre, peuplée maintenant, trop peuplée d'innombrables porteurs d'uniformes ennemis : le feldgrau de l'infanterie, le bleu marine de la Luftwaffe ou de la Kriegsmarine. Et les civils Français, et donc moi petit civil Français tout juste à l'orée de ses dix-huit ans, devaient se faufiler à travers ces cohortes qui incarnaient à la fois concrètement et abstraitement l'Occupant. Le hall de la Gare de l'Est tel qu'il m'apparut alors : barré d'écriteaux fléchés suspendus, à l'intention des soldats, - Ausgang, verboten, Soldatenheim, Feldgendarmarie, etc. Heureusement, la bonne vieille et Française inscription surnageait, au sein de tous ces logogrammes teutons : Métro. Je pris donc le métro de Gare de l'Est à Denfert Rochereau. Au sortir de la station, le Lion de Belfort me salua en compatriote, me réchauffant le cœur. Et à peu de distance, encore en vue du Lion, au 83 boulevard Arago, je sonnai à la porte de la « Faculté libre de théologie protestante » de Paris, tout juste séparée par une petite rue de la sinistre prison de la Santé, drôle de nom pour une prison ! Je sonnai, la concierge m'ouvrit, m'accompagna chez le directeur du séminaire (l'internat). En un clin d'œil ou presque, je fut gratifié d'une chambre et immatriculé comme étudiant de première année. En somme, j'allais être, pendant quatre ans, logé,

nourri (mais non blanchi) et instruit, si du moins j'inspirais confiance et satisfaction, et si les Evénements le permettaient. Mais bien finies les vacances que l'histoire m'avait accordées, même au prix de la Débâcle, et des balles et des obus des panzer. Terminés, les jours passés dans la librairie, où tous les poulains de Gallimard me tendaient les bras.

Cette rentrée d'après la Débâcle se présentait bien : en première année, nous étions plus d'un vingtaine. Par contre, les séquelles de la guerre éclair (et peut-être aussi celles de la période d'avant-guerre) se voyaient dans les effectifs réduits des deuxième, troisième et quatrième années : pour quelques démobilisés revenus, manquaient les tués et les prisonniers. Tous de la classe 42, mes camarades et moi n'avions pas été mobilisés, d'où notre nombre, certes : mais il est remarquable qu'en dépit d'avenir si incertain (la guerre continuait sans nous, l'Angleterre n'avait pas baissé les bras, et on commençait à écouter la voix de la France Libre sur la BBC brouillée, mais audible : c'est la BBC qui m'apprit qu'un certain général De Gaulle avait lancé son Appel à la résistance le lendemain de ma rencontre avec les panzer, le 17 juin, à Saint-Léger-sur-Dheune), il est remarquable que tant de jeunes aient rejoint la Faculté de théologie. Je dois dire qu'il en fut de même dans mes facultés d'Etat : je m'en aperçus quand je fréquentais la « Fédé » (Fédération des étudiants protestants), où nombreux étaient les étudiants et étudiantes en lettres et en sciences. Le lendemain de mon arrivée fut consacré aux formalités : faire établir ma carte d'étudiant au secrétariat de la faculté, chose normale et facile, et surtout, ce qui l'était moins, aller à Vavin faire viser ma carte d'identité au commissariat de Police de la rue Delambre (il existe toujours), car la délivrance de mes tickets d'alimentation par les services de la mairie du quatorzième dépendait du visa du commissariat de Police. J'eus ainsi l'impression d'être un étranger dans mon propre pays. Un étranger fiché pour servir aux exigences de la seule réelle autorité, - la puissance nazie qui gérait en utilisant au mieux 'administration de Vichy les destins des habitants de la France. Puisque j'ai évoqué les tickets d'alimentation, je dois dire que pendant plusieurs mois Paris vécut sur les stocks d'avant la défaite : c'est ainsi que jusqu'à l'été 1941 la boulangerie sise devant le Val de Grâce « offrit » des petits pains « sans tickets », possibilité dont j'usai largement. Plus tard, la situation fut moins drôle, façon de parler.

Sur mon nouvel environnement je m'étendrai plus tard. Toutefois, quelques notations provisoires. À part deux luthériens de Paris, qui m'ignorèrent superbement, tous mes condisciples étaient membres de l'Eglise réformée de France (de tradition calviniste), et venaient des régions huguenotes historiques : région parisienne, Nord, Normandie, Poitou, Languedoc, Cévennes, Drôme. J'étais le seul Montbéliardais. Chez nous, nous étions les « protestants » majoritaires face à une minorité catholique, - et quelques sectes. Ce n'est qu'à Paris que j'appris que j'étais un « luthérien » et pas un « réformé ». Et pourtant, mes premiers furent des « réformés ». En un sens c'était fatal : ils étaient l'écrasante majorité. Et il est nécessaire d'avoir des amis. J'eus donc des amis, qui pourtant me plongèrent dans un « complexe d'infériorité », voire de « culpabilité », du seul fait de leurs convictions spirituelles affichées : eux, ils étaient sûrs de leur vocation pastorale. Ils avaient la certitude de leur « appel », autant qu'un Moïse ou un Elie. Tandis que moi ! souvenez-vous du chat en pâte à tarte, du pasteur dans la librairie

et de son « ta tante Alice s'occupera de tout » ! et pensez aussi à l'idée d'une dette de mes parents envers l'Eglise. Je retrouvais la même culpabilisation dont j'avais été victime même pas adolescent de la part des piétistes du côté paternel (les baptistes) et de ceux du côté maternel (les Frères Moraves). Qui me demandaient : « es-tu converti ? », question que je traduisais fin 1940 à Paris par « as-tu la vocation ? ». Comme j'enviai ces « réformés », assurés d'être des « appelés » au service du Seigneur !

Il y avait heureusement le concret : les cours. Histoire de l'Eglise (histoire... !), Dogmatique et donc histoire des dogmes, Exégèse de l'Ancien Testament et du Nouveau Testament. Nécessairement alors initiation à l'hébreu biblique et au grec néotestamentaire. Pour celui-ci, je m'aperçus très vite que mes années de grec classique me dispensaient d'efforts particuliers. Quant à l'hébreu, par contre, c'était pour moi une terre inconnue, qui d'emblée me passionna. Et me passionne encore aujourd'hui. Si mes études secondaires en grec classique me facilitèrent l'exégèse du Nouveau Testament, mes études latines m'apparurent également profitables : je découvris, moi qui à l'époque n'avait aucune connaissance de l'allemand, que je pouvais avoir une communication directe avec Luther, dont les cours à l'université de Wittenberg avaient été prononcés, puis édités, en latin. Je me plongeai avec ivresse dans les cours de Luther sur l'Ecclésiaste et sur l'Epître aux Galates, étapes fondamentales de la Réforme, et donc de l'histoire européenne. Et qui parle d'Europe aujourd'hui peut dire qu'il parle du monde. Ainsi, n' imaginez pas que mon inquiétude existentielle faisait obstacle à mes quêtes intellectuelles. Un programme scolaire, ponctué d'examens, occupe une large part de votre temps.

Le premier trimestre s'acheva : le séminaire fermait ses portes pendant les vacances de Noël. Chaque étudiant devait « rentrer chez lui ». Donc « rentrer chez moi » : mais où était mon chez-moi ? la maison de mon grand-père ou celle de la tante Alice ? une frontière me séparait d'elles, celle de la « zone interdite » qui passait par Langres ; la maison provisoire de mes parents, de mes trois sœurs et de mon petit frère, située, je l'avais appris, à Saint-Etienne, donc en zone dite « libre » ? Je décidai d'aller passer Noël 1940 auprès des miens, en zone libre. Examinant la carte, je m'aperçus que Saint-Léger-sur-Dheune, proche de la gare de Montchanin, était le dernier village « occupé », juste au nord de la ligne de démarcation. Or j'avais un contact possible à Saint-Léger : la famille qui nous avait hébergés, mon père, mon frère et moi, le 17 juin 40. Je résolus de gagner Saint-Léger et là, de chercher un moyen de passage de la ligne. Peu avant Noël je pris donc un billet pour Montchanin à la gare de Lyon. C'était le commencement d'un rude hiver, comme sont tous les hivers en temps de guerre, à croire que les saisons sont influencées par les dérèglements des humains. Il neigeait à Paris, - combien plus dans le Morvan. En effet, quand je sortis de la gare de Montchanin, la neige atteignait bien vingt centimètres. De Montchanin à Saint-Léger usai-je d'un car ou allai-je à pied ? je ne me souviens pas. Par contre, j'ai souvenir d'un accueil chaleureux de la part de la famille connue en juin 40 ! je fus reçu comme un proche, et tout de suite on m'indiqua un « passeur » sûr, - et pas trop cher, ce qui a une certaine importance, vous en conviendrez. Le lendemain de mon arrivée dans cette famille de Saint-Léger, en fin d'après-midi, je partis vers la « ligne » avec mon « passeur ». Très vite, la « frontière » fut là. Mon guide m'indiqua la direction du sud, me disant « foncez

jusqu'aux postes français, qui ne sont pas loin », et se retira après avoir empoché le prix du passage.

Tout le programme se déroulait dans une neige épaisse. Je traversai le chemin qui, paraît-il, formait frontière et je marchai cap au sud dans univers tout blanc. Je marchai, je marchai, et pas le moindre poste Français. J'avalai les kilomètres, - aucun drapeau tricolore, même miniaturisé, ne tranchait sur ce paysage blanc. Le crépuscule s'annonçait. L'heure de l'allumage de l'éclairage public arrivait. Or j'avais beau inspecter tout l'horizon, - pas ma moindre lueur villageoise. Alors le découragement le saisit. Je n'en pouvais plus : marchez longtemps dans vingt centimètres de neige et vous me comprendrez. J'eus donc la tentation de m'asseoir dans la neige, de m'y coucher. Mais remontèrent à ma mémoire les romans nord-américains, genre Fenimore Cooper, qui tous affirmaient : « qui s'endort dans la neige s'endort pour toujours ». Je résistai donc à la tentation et poursuivis mon chemin. Et bientôt, miracle, un petit drapeau tricolore et deux soldats qui m'indiquent un proche village, un village de salut aux quelques lampadaires allumés. Il fait nuit, mais mes yeux éperdus déchiffrent le mot « hôtel », droit devant moi. Je frappe. J'entre. Je ne suis pas seul : un jeune homme et sa compagne me précèdent de peu. Dire que nous eussions pu faire le trajet ensemble, nous encourager mutuellement ! Près de quarante-neuf ans après, ce jeune homme et cette jeune fille, je les revois distinctement, alors que j'ai oublié presque tous les détails de la poursuite de mon voyage. Je me souviens tout de même d'avoir mangé-bu un magnifique potage campagnard, accompagné de charcuteries diverses : en ce Noël 1940, en zone libre, dans un modeste village, les restrictions étaient encore inconnues. Je me souviens aussi de l'excellente nuit passée dans cette auberge, sous un édredon du vieux temps. Avant de sombrer dans le sommeil, j'exultai : « j'ai passé la ligne ! je peux retrouver les miens ». Tout en refoulant de ma conscience le corollaire de cette constatation : « il te faudra repasser cette ligne, en sens inverse, après Noël ».

Le lendemain, aucun problème : une ligne de cars passait par là, aboutissant à la prochaine gare SNCF. Une quarantaine de kilomètres pourtant, dans une blanche campagne, sur une départementale mal dégagée. Aussi, comme jadis les voyageurs des diligences poussant le coche aiguillonné par la mouche, nous fumes plus d'une fois requis de pousser notre car enfoncé dans la neige après avoir placé sous les roues motrices des fagots cueillis dans les haies givrées. Ma mémoire ici est fâcheusement embrumée : je n'ai aucun souvenir précis de mon trajet jusqu'à Saint-Etienne, de mes retrouvailles avec les miens, de mon séjour avec eux, de la ville de Saint-Etienne, seule me reste la vague mémoire d'une interminable artère centrale, - et des bureaux de tabac aussi libres et fournis qu'avant la défaite, autant dire qu'avant la guerre. Ce détail, qui ne peut intéresser que les fumeurs, illustre pourtant l'impression générale que la zone libre m'offrait en ce Noël 1940 : celle précisément d'une zone libre, où seul le drapeau tricolore était visible, et seuls les uniformes français, où aussi, - cela changea rapidement hélas, - un citoyen n'était pas obligé de se présenter au commissariat de Police, où le passage clandestin de la ligne n'était pas considéré comme un délit, mais comme une victoire sur l'ennemi.

Vers la fin des vacances universitaires, mes parents reçurent l'Ausweis leur permettant de rentrer au « Pays ». Je pris donc avec les miens le train qui rejoignait l'ancienne



ligne de paix Vintimille-Strasbourg, mais je dus bien évidemment descendre à la dernière gare avant la ligne de démarcation, n'étant pas compris dans l'Ausweis. Debout sur un quai recouvert d'une neige sale, je saluai les miens poursuivant leur voyage jusqu'à Montbéliard. Le train disparut, je sortis de la gare (dont j'ai oublié le nom) et entrai dans un café, dans l'espérance de trouver une filière de passage de la ligne : je me disais avec raison, que si près de la ligne, je n'étais pas seul de mon espèce. Assis solitaire, à une table dans une salle bruissante de multiples conversations j'inspectai les consommateurs, j'essayai de saisir des bribes de propos échangés. J'eus vite la certitude qu'une bonne partie des clients était des candidats au passage. Je me demandais comment entrer en relation avec ces congénères, quand un homme s'assit à ma table et me dit : « à ta mine, je vois que tu veux passer de l'autre côté ! ». Et aussitôt de me proposer, pour une somme je dois dire raisonnable, de me joindre à un groupe d'une vingtaine de personnes qu'il se proposait de conduire, cette nuit-même, en zone occupée. Il me parut honnête. Je sautai sur l'occasion. À l'aller, j'avais traversé la ligne seul. Je fis au retour l'expérience inverse : le passage en groupe. Il se révéla bien plus dangereux, car dépendant pour sa réussite du contrôle de nombreux individus, aux réactions imprévisibles. Si certains avaient bien conscience des risques, et donc de la nécessité de la discipline demandée par le passeur, nombreux firent preuve d'une parfaite inconscience, d'autant plus que depuis mon passage aller, les patrouilles allemandes s'étaient équipées de chiens policiers, dont les aboiements n'avaient rien de rassurant. La première phase de l'opération fut sans risque, quoique fatigante : rejoindre, à pied, dans la neige épaisse, une grande ferme toute proche de la ligne, servant de base à l'opération proprement dite. Nous y fûmes restaurés, nous pûmes dormir sur la paille deux ou trois heures. Vers minuit, notre passeur nous rassembla, nous forma en file indienne, nous demandant, nous implorant d'observer un maximum de silence. Il s'agissait de gagner à travers champs une autre ferme située, elle, en zone occupée et, de par sa situation, particulièrement surveillée par les patrouilles allemandes. De la neige où l'on s'enfonçait. L'angoisse de ne pas perdre de vue celui qui vous précède (le clair de lune est faible, le clair des étoiles n'est pas plus clair que d'habitude). L'énervement causé par les aboiements des chiens du canton : comment distinguer la voix d'un chien allemand de celle d'un chien bourguignon ? Le bruit affreux, parce que décuplé par le silence de la nuit, de valises que certains transportent, quand elles frottent sur la neige glacée, et les « chut ! » suivis de jurons sonores : les Allemands sont donc sourds, et leurs chiens ? Les silencieux, les disciplinés, - j'en suis, - maudissant in petto ces compagnons irresponsables. Mais comment reprocher à des femmes imprévoyantes (par inconscience ou par simple nécessité) d'avoir entrepris ce passage dans la neige chaussées de souliers à haut talon, qu'elles perdaient périodiquement au creux de la neige, et qu'elles tentaient de récupérer en poussant force cris ? Nous traversâmes à la queue leu leu<sup>3</sup> des potagers, des vergers, pour parvenir enfin dans l'arrière-cour d'une ferme. On nous cacha dans un immense grenier, jusqu'au petit jour. Nous étions bien en zone occupée, donc le couvre-feu interdisait toute sortie nocturne. Le lendemain matin, on nous offrit un

---

3. À la queue leu leu : ironie de cette vieille locution française ! Car je ne vous l'apprendrai pas, le leu, c'est le loup. « A la queue leu leu » évoque donc la tribu orgueilleuse des loups conduite par le Vieux Loup sur le sentier de la guerre victorieuse. Je dois dire que derrière notre passeur « Vieux Loup » je ne me sentais pas précisément sûr de lui et dominateur !

substantiel petit-déjeuner, après quoi notre passeur nous fit sortir par groupes de deux ou trois au maximum, sur le chemin de la gare. La suite de mon retour à Paris se passa sans histoire : la preuve, je n'en ai gardé aucun souvenir.

De cet aller-retour entre zone occupée et zone libre, je dirai simplement : épisode de la vie ordinaire des Français fin 1940.

Bagneux le 12/7/89